

Thème 1

L'école

A. Position du problème

Le passage par l'école semble naturel aux habitants des pays dits développés vivant en 2015. La plupart des enfants de ces pays sont scolarisés, et les familles se révèlent la plupart du temps très attentives à leurs résultats. Du parcours scolaire dépend l'obtention de diplômes plus ou moins prestigieux, la formation à un ensemble de compétences nécessaires non seulement à l'acquisition d'un métier, mais également à l'intégration sociale. Il est banal de relever qu'une bonne part de l'avenir de l'enfant dépend de ce parcours. Même si le diplôme ne garantit pas un métier ni un niveau social, même s'il est fréquent de relever que la réussite de telle ou telle personnalité est indépendante de son parcours scolaire, il est bien évident que l'école représente l'un des moyens les plus sûrs pour parvenir à un métier solide. Un tel constat, qui méritera d'être affiné ultérieurement, montre à quel point la société des pays développés est structurée autour de la réalité de l'école.

Pourtant, il est important de constater que la place de l'école n'est pas identique dans toutes les sociétés du monde. En effet, de nombreux enfants dans le monde n'ont pas accès à une formation scolaire. Le taux de scolarisation, ou le nombre d'enfants scolarisés pour 100 enfants en âge de l'être, entre dans le calcul de l'indice de développement des pays. Aussi, ce qui paraît comme une nécessité, une évidence aux yeux de nos concitoyens aujourd'hui n'est pas un fait naturel dans le monde. Toute société ne se structure pas nécessairement autour de l'école.

D'ailleurs, si nous prenons l'exemple de la France, un constat similaire peut être effectué. En effet, des premiers instituts de formation au Moyen Âge jusqu'à la déclaration de l'école obligatoire par Jules Ferry en 1881, l'école n'a pas toujours été placée au centre de la société. Aussi, l'évidence de ce fait et de cette réalité sociale ne dépend que du conditionnement lié au mode de vie auquel nous adhérons. Mais pour en comprendre les enjeux, il est donc important de réaliser qu'à côté des sociétés où l'école est centrale, il existe des sociétés dans lesquelles elle ne l'est pas. Or, si l'école n'apparaît pas naturellement nécessaire, il est judicieux de présenter les étapes qui, en France, ont conduit à la rendre obligatoire. À partir de là, il sera possible d'analyser les problématiques essentielles qui se posent à l'heure actuelle avec force, mais qui ont pourtant pour la plupart toujours été présentes.

Un candidat à l'IEP se doit de montrer sa capacité à réfléchir à des enjeux actuels tout en se révélant capable d'avoir le recul nécessaire lié à des connaissances solides. Par ce recul, il peut envisager les sujets qui lui seront proposés avec une démarche fine et consciente de la complexité du

problème soulevé. Aussi, passons en revue les questions que nous allons envisager dans cet ouvrage.

Il est tout d'abord important de s'interroger sur ce qu'on entend par « école ». Si le terme semble précis, peut-on mettre sur un même plan l'école au sens où nous nous le représentons naturellement, avec une classe, un maître, au sein d'une organisation structurée et hiérarchique, et l'administration d'un cours par le biais d'un précepteur ? Dans le cas de la France, envisager l'école revient-il à intégrer la crèche, l'école maternelle, primaire, le collège, le lycée, l'université et les organismes de formation ? Dans ce cas, doit-on également considérer les centres de formation pour adultes ?

La place centrale de l'école invite à s'interroger sur sa mission. Si elle doit fournir un savoir aux élèves, théorique et/ou pratique, son rôle s'arrête-t-il là ? Ne serait-il pas naïf de considérer que l'école ne fournit qu'un savoir ? En effet, derrière toute matière enseignée, tout un système idéologique est présent. Certes, cela est évident pour l'enseignement de l'Histoire Géographie. Mais la SVT, la littérature, et même la physique ou les mathématiques ne sont pas exempts d'un arrière-plan idéologique. Le choix des textes en littérature, les choix des théories biologiques véhiculent des schémas qui ne sont jamais gratuits : ils sont nécessairement porteurs de représentations intellectuelles liées à un contexte précis, et qui de ce fait ne peuvent être neutres. Aussi, derrière l'enseignement apparaît la formation des esprits que l'on souhaite opérer.

De même, si l'école enseigne, elle apparaît aussi comme un facteur essentiel d'intégration sociale, à l'heure où les cellules traditionnelles ont une importance qui n'a cessé de se restreindre. L'école ne sert pas seulement à préparer à la vie active, mais elle joue un rôle essentiel dans la socialisation. Mais alors, comment faire en sorte qu'elle remplisse ce rôle tout en respectant la liberté individuelle de l'élève ? Ne présente-t-elle pas le risque qui consiste à façonner les esprits selon le bon vouloir du pouvoir en place ?

Enfin, si l'école joue un rôle de socialisation et si elle permet de former à la vie active, est-elle capable de jouer le rôle d'ascenseur social comme la troisième République l'avait souhaité ? Ou bien n'est-elle pas condamnée à favoriser la reproduction de la stratification sociale ?

Cette première analyse conduit à poser les questions suivantes qui constitueront le fil de l'analyse.

Comment définir l'école ?

Quelle est sa mission essentielle ?

Quelle relation doit unir le maître aux élèves ?

Former les esprits ne conduit-il pas à les façonner selon une idéologie sous-jacente ?

Peut-on concilier la liberté de conscience qu'elle est censée développer et le supposé arrachement au déterminisme familial ?

Mais avant tout, si l'école ne constitue pas une réalité naturelle, il est nécessaire de mettre en évidence les contextes dans lesquels son existence passe au second plan de l'organisation sociale.

→ L'école est-elle nécessaire au sein d'une société ?

L'indice de développement humain ou IDH comprend un indice de savoir, autrement appelé niveau d'éducation. Il est mesuré par la durée moyenne de scolarisation pour les adultes de plus de 25 ans et la durée attendue de scolarisation pour les enfants d'âge scolaire. Ce calcul traduit les attentes de la société en besoins immatériels. Plus le taux est élevé, moins le pays a de besoins en ouvriers des secteurs primaire et secondaire. Aussi, plus il est considéré comme développé.

Des différences notables sont présentes entre les pays. Et si l'on se penche sur le taux de scolarisation selon les pays, on perçoit des différences énormes qui indiquent que de nombreux États dans le monde n'envoient qu'une minorité de leurs enfants à l'équivalent de l'école primaire. Ainsi, si selon les statistiques mondiales de 2006, la France est à 99 % et les États-Unis à 92 %, l'Éthiopie ne se situe qu'à 45 % et le Niger à 40 %. On perçoit donc sans difficulté que le modèle purement européen et occidental n'est pas présent partout dans le monde.

Les pays dans lesquelles les enfants scolarisés sont minoritaires sont essentiellement des sociétés agraires et rurales intertropicales, même si les grands pôles urbains qui se développent en Afrique n'échappent pas forcément au phénomène. Ces pays sont dans l'ensemble pauvres aux yeux des Occidentaux, et parfois, la famine y existe réellement. Mais parfois, la répartition rurale de la population rend difficile l'accès à l'école et la vie s'organise autour d'une société villageoise dont l'activité principale s'organise autour de la monoculture. L'enfant s'inscrit donc dans une transmission patrimoniale, et l'école ne lui servirait que très partiellement selon la structure sociale dans laquelle il grandit.

Il semble donc exister un lien entre scolarisation et développement, même si se pose la question de savoir quel phénomène entraîne l'autre. Avec le développement apparaît une complexité dans l'acquisition des savoirs, qui permet de jouer le rôle de consigner les découvertes pour en garder

mémoire. Plus une société se complexifie, plus la maîtrise des savoirs réclame de la performance et des apprentissages.

Mais, comme le remarque Claude Lévi-Strauss dans *Tristes Tropiques*, une maîtrise de l'écriture est également propre à favoriser une hiérarchisation des pouvoirs. L'école s'inscrirait donc dans un apprentissage qui permet curieusement d'asseoir un pouvoir. C'est en ce sens que l'ethnologue écrit :

« Si l'écriture n'a pas suffi à consolider les connaissances, elle était peut-être indispensable pour affermir les dominations. Regardons plus près de nous : l'action systématique des États européens en faveur de l'instruction obligatoire, qui se développe au cours du XIX^e siècle, va de pair avec l'extension du service militaire et la prolétarisation. La lutte contre l'analphabétisme se confond ainsi avec le renforcement du contrôle des citoyens par le Pouvoir. Car il faut que tous sachent lire pour que ce dernier puisse dire : nul n'est censé ignorer la loi. »
(*ibid.*)

Dès lors, le rapport à l'école est double. Si d'un côté, elle semble donner une liberté en permettant d'accéder à la connaissance et au travail, si elle semble aller de pair avec le développement, d'un autre côté, elle permet d'introduire l'enfant dans une société en lui indiquant quelle démarche adopter dans cette société, et surtout à qui obéir.

D'ailleurs, si durant des siècles, elle a été présentée comme un luxe destiné à une élite (nous verrons le rapport entre son étymologie et sa dimension élitiste au moment où nous étudierons sa définition), à partir du moment où elle est offerte à tous dans l'ensemble des pays développés, elle semble soudainement dépossédée de tout intérêt aux yeux de nombreux élèves des sociétés industrialisées. Beaucoup l'abandonnent sans diplômes (environ 100 000 jeunes par an en France, soit près de 10 %). elle ne semble donc plus revêtir ce caractère sacré dont elle semblait investie il y a quelques décennies encore. Tout au plus apparaît-elle pour la majorité des jeunes comme le meilleur rempart contre le chômage, surtout en période de crise comme celle que nous vivons. Il apparaît donc que l'évidence de l'école ne s'impose pas, même si on ne peut envisager notre société sans elle. Regardons maintenant comment elle s'est progressivement imposée dans notre pays.

B. Petite histoire de l'école en France

On parle d'enseignement en Gaule à l'époque des Druides. Leur enseignement était oral et mêlait toute forme de savoir.

Lorsque les romains envahirent la Gaule, ils décidèrent d'imposer des écoles afin d'intégrer la Gaule à leur empire, et finalement d'assimiler les Gaulois en leur imposant la culture romaine.

Après la chute de l'empire romain, l'Église prend le relais dès le Haut Moyen Âge. Elle vise ainsi à christianiser la Gaule. Différentes écoles apparaissent alors, soit monastiques, soit liées à une cure. Au VIII^e siècles, les troubles militaires et religieux ébranlent cette organisation. D'où la légende qui veut que Charlemagne ait inventé l'école puisque lors de son règne, il entreprend la réorganisation de la pédagogie et de l'enseignement. Par ordonnance, il demande que les prêtres tiennent gratuitement des écoles dans les bourgs, et qu'ils ne refusent personne dans les écoles. L'Église soutient l'effort impérial. L'idée est en effet d'en finir avec le paganisme auquel sont attachées les populations rurales.

Dès le XI^e siècle, suite aux efforts répétés de l'Église pour développer des écoles dans toute l'Europe, la bourgeoisie nouvelle découvre tout l'intérêt à être formée en vue de mener les affaires avec plus de compétence. On assiste à une nouvelle vague de scolarisation.

Au XIV^e siècle, la guerre de cent ans conjuguée aux ravages de la peste noire ébranle une nouvelle fois cette organisation.

C'est au XVI^e siècle que l'école est à nouveau remise au centre des structures, gratuitement, et de nouveau par l'Église, afin de lutter contre les progrès du protestantisme, lui-même s'appuyant sur une importante scolarisation afin de lutter contre l'ignorance, et de convertir les esprits. Cette guerre de scolarisation accélère le processus. C'est d'ailleurs tout l'héritage du concile de Trente, durant lequel l'Église part du principe qu'il est nécessaire de maîtriser la formation des esprits. C'est dans ce contexte qu'est créé l'ordre jésuite, ordre intellectuel et tourné vers l'enseignement. Dans le même temps, l'Église ouvre des écoles dans la plupart des villages, relayées par la multiplication des congrégations enseignantes au début du XVIII^e siècle. Ces congrégations sont balayées par la Révolution. Lakanal envisage alors un système scolaire laïque et proposé à tous les enfants de la République.

Lorsque Bonaparte devient premier consul, il signe le concordat et réorganise les écoles. Par cette décision, il permet le retour des congrégations.

Dès lors, le XIX^e siècle sera l'époque de l'affrontement entre l'idée d'une école à laquelle pourront participer les religieux et une école laïque. Cet affrontement débouche sur la loi de Jules Ferry de 1882. Puis, à la suite de la sépa-

ration des Églises et de l'État en 1905, le droit d'enseigner est contesté de nouveau aux congrégations.

Parallèlement à cela, en 1833, François Guizot, ministre de l'instruction publique sous Louis-Philippe, fait voter la loi pour rendre l'école primaire obligatoire. Les écoles primaires passent de 10 000 à 23 000. Les études secondaires restent réservées aux classes plus aisées.

En 1882, la loi Ferry rend l'école publique, laïque, gratuite et obligatoire. Dans cette nouvelle organisation, le premier cycle s'achève par le certificat d'étude pour les classes populaires tandis que les classes aisées poursuivent les études dans le secondaire. On parle d'école de la troisième République, celle-ci ayant débuté à la chute de Napoléon III en 1870.

En 1967, l'instruction est rendue obligatoire jusqu'à 16 ans par la loi Berthoin

En 1975, on assiste à une démocratisation massive de l'enseignement au travers de la création du collège unique par la loi Haby.

Ainsi, la scolarisation va dans le sens d'une démocratisation. Ce mouvement s'accélère lors des deux derniers siècles. Mais on perçoit aussi sans problème que l'école est au centre d'enjeux idéologiques et d'enjeux de pouvoirs. Il suffit de prendre en considération le rôle que lui ont fait jouer les romains, l'Église, les réformés ainsi que la République. Aussi, il n'est pas faux de dire que celui qui tient l'école tient le pouvoir.

C. Problématiques essentielles

I. Comment définir l'école?

L'objectif de ce chapitre est de montrer les différentes difficultés qui se posent lorsqu'on utilise ce mot usuel qu'est le terme « école ». Parce qu'une bonne dissertation passe nécessairement par une clarification des termes, nous proposons une partie de définition pour montrer les nombreuses ambiguïtés du terme et de l'ensemble des réalités qu'il peut recouvrir.

Nous l'avons vu, le terme « école » provient du terme latin « schola » qui signifie « temps libre ». Cela traduit l'importance de la conception du savoir dans les temps passés. En effet, dans une société où la survie passe par l'agriculture et la guerre, la vraie connaissance au sens où nous l'entendons aujourd'hui représente un luxe, un loisir pour les personnes aisées. L'école n'est donc que l'espace offert aux personnes de haute lignée qui ont le temps de s'interroger sur des questions dont la réponse n'a pas d'utilité immédiate. Ce n'est pas à l'école qu'on apprend alors à faire pousser les légumes nécessaires à la consommation. Cela se transmet, s'apprend par l'expérience immédiate, et le plus tôt possible.

Les savoirs transmis dans les temps libres de l'antiquité – et avoir du temps libre n'est donc que l'apanage, encore une fois, des personnes de haut rang – sont d'ordre théoriques. Il peut s'agir du droit, de la philosophie, de l'écriture et des grands auteurs poétiques. Tous ces savoirs n'ont pas d'utilité immédiate.

Dans ce que désigne ce terme à l'origine, on découvre donc une difficulté à l'associer à la réalité que nous connaissons. La schola ne passe pas nécessairement par une institution désignée, même s'il existe des lieux d'apprentissage comme l'Académie fondée par Platon ou le Lycée fondé par Aristote. Mais la structure est beaucoup plus libre que celles que nous connaissons. Le savoir demeure un luxe auquel on adhère librement et que l'on vient goûter.

À Rome, il existe des lieux d'apprentissage du droit, on forme les gouverneurs et les hommes politiques à des connaissances théoriques car ils sont de noble naissance, et les savoirs transmis peuvent leur servir dans leur mission.

Dès lors, quel lien pouvons-nous établir entre l'école qui signifie « temps libre » et l'école dont nombre d'enfants aujourd'hui considèrent qu'elle prive justement du « temps libre »? L'école était vue comme un loisir de la haute société, elle devient aujourd'hui le lieu par lequel chacun doit passer s'il veut avoir une place de choix dans la société.